Grève des enseignants : pour le Cndd "la patience a atteint ses limites"

@rib News, 17/04/2010DECLARATION DU PARTI CNDD AU SUJET DE LA GREVE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRESuite aux grÃ¨ves rÃ©pÃ©titives des enseignants et face Ã la situation actuelle de blocage oÃ¹ les rares informations Ã travers les mÃ©dia sont loin de tranquilliser parents et Ã©lÃ¨ves plus quâ€™inquietsÂ ;Le parti CN considÃ¨re que la patience dans ce dossier a atteint ses limites et porte Ã la connaissance de lâ€™opinion ce qui suitÂ :I. CONSTAT1. Sâ€™il est Ã©vident que la jeunesse constitue la pÃ©piniÃ¨re du Burundi de demain, le mÃ©tier dâ€™enseignant consÃ©quemment Ãªtre revalorisÃ©, et personne ne peut rester indiffÃ©rent face Ã une situation oÃ¹ les Ã©lÃ¨ves ont Ã peine commencÃ© le 2eÂ trimestre et sont toujours Ã la maison en dÃ©but du 3e, sans quâ€™une solution ne semble sâ€™esquiss 2. Les quelques informations qui filtrent Ã travers les mÃ©dia font Ã©tat dâ€™une manifeste mauvaise foi de la part de la partie gouvernementale car,Â alors quâ€™on croyait que la mÃ©diation allait faire vite avancer les choses, plus de deux semaines aprÃ¨s quâ€™elle sâ€™est mise au travail, il est rÃ©guliÃ¨rement rapportÃ© que ceux qui devraient nÃ©gocier du cotÃ© du gouvernement, soit traÃ®nent les pieds, soit Â ne viennent pas purement et simplement aux nÃ©gociations.3. Ce 15 avril 2010, la ministre de la fonction publique vient dâ€™en appeler aux solutions arbitrales â€“preuve de blocage total- au moment mÃªme oÃ¹ les syndicalistes, par la voie de Mme Eularie Nibizi, en appellent aux observateurs pour quâ€™ils se rendent comptent de la source de blocage.4. Il sied de rappeler quâ€™il aura fallu une grÃ¨ve des mÃªmes enseignants pour que le 12 octobre 2009, le gouvernement pense au Â«Â calcul de la transpositionÂ Â» de lâ€™ancien statut signÃ© le 23 aoÃ»t 2006 pou entrerÂ en vigueur le 1er janvier 2007. Depuis lors, seule une partie des arriÃ©rÃ©s de 2009 auraient Ã©tÃ© octroyÃ©s, tandis que ceux de 2007 et 2008 seraient relÃ©guÃ©s Ã 2016, pendant que lâ€™opinion croit que les fonds auraient Ã©tÃ© budgÃ©t dÃ©caissÃ©s, mais utilisÃ©s Ã dâ€™autres fins.5. Face Ã une situation oÃ¹ le gouvernement, et singuliÃ¨rement la ministre en charge de la fonction publique, se comportent en dÃ©missionnaires sur une question aussi Ã©pineuse et sensible quâ€™est lâ€™Ã©ducation de la jeunesse burundaise, en la traitant mÃªme dans les divers au Conseil des ministres, il importe plus que jamais de poser la question de savoir comment ce mÃªme gouvernement dÃ©clare Ã quiconque veut lâ€™entendre que Â«Â lâ€™enseignement est gratuit au BurundiÂ Â», pendant que les Ã©lÃ¨ves sont confinÃ©s Ã la maison et leurs enseignants envoyÃ©s Ã une vie dâ€™expÃ©dient. GratuitÃ© de lâ€™enseignement ou absence de vision et de politique du mÃªme enseignementÂ ?Â Les faits sont plus quâ€™Ã©loquentsÂ !II. POSITION DU PARTI CNDD1. Le parti CNDD exige que les premiers responsables du gouvernement, lui seul comptable de la gestion du pays, prennent la question Ã bras le corps toutes affaires cessantes, et au vu et au su de tous, au lieu de jouer aux irresponsables, en se rÃ©fugiant derriÃ¨re des pis-aller mÃ©diateurs ou autres Â«Â arbitresÂ Â»Â pour trouver la solution Ã leur place.2. Que les ressources du pays soient efficacement et convenablement gÃ©rÃ©es et rÃ©parties Ã©quitablement, de faÃ§on Ã Ã©viter la gabegie et le Â«Â deux poid mesuresÂ Â» au dÃ©triment des secteurs sensibles tel lâ€™enseignement. Â Les nombreux dossiers de malversation pendants devraient exiger un minimum de sursaut dâ€™Ã©quitÃ© de la part du gouvernement.Â 3. Que lâ€™opinion soit dÃ©sabusÃ©e informÃ©e sans dÃ©tours, notamment sur les disponibilitÃ©s dÃ©jÃ Ã©voquÃ©es Ã tort ou Ã raison.4. En tout Ã©tat de caus solution de dÃ©blocage doit Ãªtre trouvÃ©e sans dÃ©lais dans le dessein dâ€™Ã©viter au grand jamais Â«Â une annÃ©e blan consÃ©quences incommensurables. Ceci passe par le respect des engagements et une bonne volontÃ© de part et dâ€™autre, particuliÃ¨rement du gouvernement, en acceptant notamment le rÃ©ajustement raisonnable du calendrier scolaire.5. Le CNDD demande au gouvernement de sâ€™abstenir des solutions tendant au diktat et Ã dâ€™autres manÅ“uvres de diversion comme celles consistant Ã se tromper de vrais nÃ©gociateurs par des syndicats Â«Â nouveau modÃ¨leÂ Â», en passant par lâ€™aggravation de la situation dÃ©jÃ inconfortable de lâ€™enseignant, privÃ© de son maigre salaire alors quâ€™il nâ€™est de la situation en cours.6. Le CNDD est dâ€™avis que les observateurs soient acceptÃ©s et recommande aux mÃ©diateurs dâ€™oser dire la vÃ©ritÃ© Ã celle des parties Ã laquelle incombe la responsabilitÃ© du blocage. Lâ€™opinion burundaise a e droit dâ€™Ãªtre informÃ©e de lâ€™Ã©volution des nÃ©gociations et de la mÃ©diation qui nâ€™ont fait que trop durer.7. Enfin, rappelle que cette situation nâ€™est pas propre Ã assurer des Ã©lections apaisÃ©es et doit donc vite Ãªtre dÃ©bloquÃ©e au ri de les compromettre. Câ€™est ainsi que le CNDD recommande aux partenaires internationaux dont le rÃ´le est crucial dans la rÃ©ussite de ce processus, de peser de tout leur poids sur le gouvernement afin de le contraindre Ã dÃ©nouer cette crise qui prend en otage tout le pays en hypothÃ©quant mÃªme son avenir.Â Fait Ã Bujumbura, le 16 Avril 2010,Pour le parti CNDD,Honorable LÃ©onard NYANGOMADÃ©putÃ© et PrÃ©sident du parti.-